Déni de justice systématique par le tribunal administratif de Nice est assemblé sur la page du site http://www.controle-public.com/fr/Lutte-pour-les-droits/

La liste des affaires dont le résultat est un déni de justice :

Requête 1 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier TA №1904501-dossier CE №435228

Requête 2 sur la violation du droit garanti par l'article 8 de la CEDH

Dossier du TA №1904569 - dossier du CE №435267

Requête 3 sur la violation du droit garanti par l'article 8 de la CEDH

Dossier du TA №1904598 - dossier du CE №435268

Requête 4 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1904685 - dossier du CE №435360

Requête 5 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905263 - dossier du CE № 436115

Requête 6 de réctification

Requête réctification de l'ordonnance №436115 du 26.02.2020

Requête 7 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905327 - dossier du CE № 436211

Requête 8 de la récusation du juge des référés

Dossier du TA №1905339- dossier de la CAAM №200441- dossier du CE № 440157

Requête 9 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905424- dossier du CE № 436134

Requête 10 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier TA №1905964- dossier CE № 437559

Requête 11 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905575- dossier du CE №436664

Requête 12 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905995- dossier du CE №437169- dossier du N° CAAM N° 20MA00778- dossier du CE № 439486

Requête 15 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №200181- dossier du CE № 438066

Requête 16 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №1905479- dossier du CAA de Marseille №2001780

Requête 19 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №2001255- ref BAJ №2000994- dossier du CE №439771

Requête 21 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №2002724 - dossier du CE №442084

Requête 22 de violation du droit à un niveau de vie décent

Dossier du TA №2002781 - dossier du CE №442376

Déni de justice prouvé par les tribunaux internationaux :

la Cour de justice de l'Union européenne par l'Arrêt du 12/11/2019 dans l'affaire C-233/18 Haqbin/Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers et

l'Arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire «N. H. ET AUTRES c. FRANCE» du 02/07/2020

La liste ci-dessus énumère les décisions concernant mes plaintes, mais il convient d'y ajouter des décisions similaires concernant les plaintes d'autres demandeurs d'asile dont j'ai été le représentant.

Il y a donc lieu d'accuser le tribunal administratif de Nice de partialité, d'intérêt et de complicité dans ma poursuite.